

UNE NOUVELLE EUROPE DANS UN NOUVEAU MONDE

Collège d'Europe, Campus de Natolin
Inauguration de l'année universitaire
Varsovie, le 3 novembre 2004

Monsieur le recteur,
Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les députés,
Chers membres du corps diplomatique,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir de m'adresser à vous dans un amphithéâtre aussi prestigieux que celui de Natolin.

En baptisant la promotion d'étudiants de cette année universitaire du nom de Montesquieu, vous avez, Monsieur le recteur, inscrit cette génération de jeunes européens dans notre plus pure tradition culturelle et politique.

Je ne puis que vous en féliciter.

De fait, le XVIII^e siècle a écrit en lettres d'or des mots tels que LIBERTÉ, HOMME, PROGRÈS et RAISON. Le siècle des Lumières a jeté un pont entre les «deux rives» de l'Atlantique, contribuant à l'indépendance des États-Unis, à la Révolution française et à la naissance des «constitutions».

En l'état actuel de nos relations, nous devons veiller à entretenir cette flamme, celle des Lumières.

Une histoire récente

Si l'Europe a exercé son influence sur les États-Unis et leur constitution, cette «jeune république d'outre-mer», comme l'appelaient les érudits du XVIII^e siècle, aura eu l'occasion, deux siècles plus tard, de faire triompher la démocratie à trois reprises sur le continent des «Lumières». Les deux premières fois, au travers de deux guerres contre l'impérialisme et le fascisme, la troisième fois, par la chute du mur, en 1989.

Aussi étrange que cela puisse paraître, l'année 1989 a détruit un mur, mais elle a également écorné une certaine image de l'Occident. Une nouvelle Europe était née et le monde de la guerre froide avait disparu.

L'Union soviétique n'était plus la justification de l'existence de l'Occident, la clé de son identité. La disparition de «l'Empire soviétique» a gommé des certitudes issues de l'ordre bipolaire.

Dans les années 90, nous avons enfin pu mettre en marche certains des mécanismes d'un ordre international multilatéral imaginés en 1945, mais paralysés par l'apparition de la guerre froide. Parmi ces mécanismes, permettez-moi de citer le sommet de Rio sur l'environnement (1992), le sommet de Vienne sur les droits de l'homme (1993) et le sommet de Pékin sur les droits de la femme (1995).

DI\547812FR.doc

Nous avons également élaboré de nouveaux concepts tels que le devoir et le droit d'ingérence pacifique et démocratique, associant d'anciens adversaires à nos mécanismes communs de sécurité collective.

C'était l'époque de M. Clinton et de Mme Madeleine Albright. Les États-Unis agissaient certes avec condescendance et continuaient de considérer qu'ils étaient incontournables, mais ils accordaient de l'intérêt à leurs alliés, se montrant même capables de coopérer avec eux dans les Balkans.

Cette décennie a subitement pris fin le 11 septembre 2001 et nous sommes entrés dans un nouveau monde.

Le 11 septembre 2001 a changé la manière dont les Américains voient le monde. Pour la première fois, la guerre se déroulait dans leur espace urbain. Pour le monde, l'Occident était divisé en deux.

Ce jour où, comme l'a titré Le Monde, nous avons tous été Américains, nous sommes retournés non pas au siècle des Lumières, mais à celui des ténèbres.

Ce jour, les spectres de l'isolationnisme et de l'unilatéralisme ont commencé à apparaître, ce qui a été confirmé ultérieurement par des discours (discours de Bush à West Point au mois de juin 2002) et même par certains best-sellers. Le devant de la scène était alors occupé par Bush, Rumsfeld, Wolfowitz et Kagan.

Entre 1989 et 2004, date historique de la réunification de l'Europe, nous sommes passés d'un monde à deux Europe et un seul Occident à un monde comptant une seule Europe, mais deux Occident: l'un européen, l'autre américain.

Comment et pourquoi en sommes-nous arrivés là?

Les précédentes crises entre les deux rives de l'Atlantique (Suez en 1956, la guerre de Corée, du Viêt Nam et du Cambodge) avaient toutes un lien avec l'Union soviétique. Mais aujourd'hui, l'ennemi n'est plus le même. Qui plus est, les États-Unis, l'Europe et le monde sont différents.

Aucun empire ne dure cent ans

Aux États-Unis, la génération des «illustres» fondateurs du plan Marshall ou de l'Alliance atlantique est en voie d'extinction. Les États-Unis appliquent aujourd'hui une logique **IMPÉRIALISTE**. Auparavant, tous les chemins menaient à Rome. Aujourd'hui, pour beaucoup de personnes et surtout pour les Américains, tous les chemins passent par Washington.

Sans vouloir verser dans un anti-américanisme primaire, dans la sphère externe, le gouvernement des États-Unis donne une vision manichéenne du monde («celui qui n'est pas avec moi est contre moi»), encourage les «croisades» et les «guerres de civilisation» contre un «axe du mal» (Iran, Irak, Corée du Nord) dont les ramifications s'étendent à d'autres «États délinquants» tels que la Syrie où la Libye (ce sont là les propres termes du président Bush et de son administration).

Rappelons que la convention de Genève est violée à Guantánamo, que des tortures ont été perpétrées en Irak et que les États-Unis ne reconnaissent pas la Cour pénale internationale. Dans la sphère interne, la loi antiterroriste est à la limite de l'anticonstitutionnalisme.

Six mois après l'invasion de l'Irak, seuls 45% des Européens étaient favorables à l'hégémonie américaine sur les relations internationales, alors que 78% d'entre eux considéraient l'unilatéralisme américain comme une menace pour la paix mondiale et 71% souhaitaient que l'Union européenne devienne une superpuissance mondiale et non un simple «franc-tireur» sur la scène internationale.

Après le 11 septembre, les Américains se sont demandés, en parlant du monde musulman, «pourquoi nous détestent-ils?». Depuis la guerre en Irak, la question qu'ils se posent est «pourquoi le monde ne nous aime-t-il pas?».

Europe et États-Unis: deux planètes différentes ?

Les Européens peuvent contribuer à répondre à ces questions.

Face à l'incompréhension que suscite cette logique impériale du côté européen, 83% des Américains et 80% des Européens affirment que l'Europe et les États-Unis ne partagent pas les mêmes valeurs sociales et culturelles (sondage du Fonds Marshall allemand de 2003).

Contrairement aux Américains, les Européens ne tolèrent pas la peine de mort. Même la Turquie l'a récemment abolie pour pouvoir un jour rejoindre l'Union européenne.

Les Américains et les Européens sont unis par des menaces communes, comme l'ont révélé les événements du 11 mars à Madrid. Ce terrible carnage a également changé le «*european way of life*». Nous sommes tout aussi vulnérables, mais chaque côté de l'Atlantique perçoit l'autre comme un étranger et a une autre conception de l'ennemi.

Avant l'Irak, il était utopique, presque hérétique, d'envisager un concept stratégique européen.

Entre les Quinze, l'indifférence, l'impuissance ou simplement les préférences nationales des uns et des autres entravaient l'idée même d'un concept de sécurité propre à l'Union européenne.

L'aventure irakienne n'a pas divisé les Européens. Elle a simplement révélé leur désunion.

La guerre en Irak a donné naissance à une opinion publique européenne.

Elle a également abouti à la désintégration de la PESC, car les États membres n'ont pas analysé la menace de la même manière. Ils ne se sont pas accordés sur les objectifs de la politique américaine et sur le rôle que devait jouer l'Union. Ce n'est qu'en décembre 2003 que le Conseil européen a approuvé le document intitulé «Une Europe sûre dans un monde meilleur». Le document «Solana» ne mentionne qu'une seule fois les «relations transatlantiques».

Les questions qui doivent être posées après le 11 septembre et la guerre en Irak sont les suivantes:

- *le monde est-il plus dangereux depuis l'irruption du terrorisme international?*
- *quel est le rapport le plus approprié entre la force et le droit face à la nouvelle donne?*
- *le monde est-il meilleur depuis que Saddam Hussein a été renversé?*
- *avons-nous vaincu le terrorisme international en Irak?*
- *sommes-nous plus proches ou plus distants de l'islam?*

- *qui des États-Unis ou de l'Union européenne est le plus respecté dans le monde?*
- *quelle vision le monde a-t-il de l'Europe et quelle vision l'Europe a-t-elle du monde?*

Je vous laisse le soin de répondre à ces questions, mais permettez-moi de vous faire part de quelques réflexions.

D'une part, nous avons une puissance militaire hégémonique, une nation plus si «jeune», dont le budget militaire augmente chaque année depuis 2001 de 9,7%.

D'autre part, nous avons l'Europe, un vieux continent contraint par les événements de ces dernières années à trancher simultanément deux questions fondamentales, à savoir celle de son identité et celle de sa géographie (l'Union européenne n'est pas l'Europe). Tout ceci s'inscrit sur fond de profonde réforme institutionnelle et avec une constitution à adopter.

Nul ne conteste que le terrorisme international et la prolifération des armes de destruction massive constituent les plus grandes menaces à l'encontre de la sécurité des citoyens européens. Toutefois, nous n'avons pas la même perception de la lutte contre le terrorisme que nos amis d'outre-Atlantique. Ces différences sont de taille.

Là où les États-Unis privilégient la souveraineté et la sécurité militaire, l'Europe se bat pour des valeurs universelles afin de démontrer que nous n'appliquons pas le «droit» du plus fort, mais que nous essayons de déterminer les **CAUSES** et pas seulement les effets du terrorisme. C'est pourquoi, nous approfondissons le dialogue avec la société civile, au travers de la coopération, de l'intégration et du multilatéralisme.

Les choses n'ont pas toujours été ainsi. Nous avons également été impérialistes, colonialistes et ethnocentriques. Aujourd'hui, notre langage a changé.

Curieusement, ce sont deux Américains du XVIIIe siècle, Madison et Hamilton, qui nous ont enseigné des termes aussi européens et fédéraux que consensus, compromis permanent, négociation constante et dialogue continu. Leur avis nous aurait été tellement utile aujourd'hui...

Ce vocabulaire fait partie de la réussite de l'Union et appartient à une culture européenne du droit, des règles juridiques et du règlement pacifique des différends.

Cette culture, omniprésente et contagieuse, est le socle de notre union et de notre vocation multilatérale. Une souveraineté partagée est une souveraineté renforcée. Prenons un exemple récent: si l'Espagne n'avait pas appartenu à la zone euro, elle aurait eu beaucoup de difficultés à retirer ses troupes d'Iraq et la peseta aurait été fortement dévaluée. Actuellement, les marchés monétaires peuvent causer plus de dommages que les armes.

En ce qui concerne le multilatéralisme, nous pouvons dire, en paraphrasant Churchill au sujet de la démocratie, qu'il s'agit du pire système de gouvernement international à l'exception de tous les autres.

Les Européens considèrent la menace terroriste dans un contexte plus vaste et tiennent compte de la pauvreté, des conflits régionaux, de la dégradation de l'environnement, des épidémies, etc.

Nous avons déjà traversé bien des épreuves tout au long de notre histoire. À nos yeux, notre plus grand mal, à savoir les guerres qui nous ont dévastés tout un siècle durant, appartient déjà au passé. Nous nous considérons comme un Occident différent et meilleur, plus prospère (25% du PIB mondial et une monnaie qui rivalise avec le dollar) et aussi démocratique que les États-Unis, mais plus humain sur un plan social et économique.

Cette vision que nous avons de nous-mêmes irrite les États-Unis.

C'est pourquoi nous sommes «Vénus» pour les États-Unis qui se voient comme le dieu et la planète «Mars», privilégiant la force par rapport au droit, car ils se sentent vulnérables.

Néanmoins, l'Europe n'ignore pas les profonds bouleversements intervenus depuis le 11 septembre tant en ce qui concerne la nature des menaces que les limites de l'ordre international actuel.

L'Europe doit disposer de sa propre capacité de défense autonome, ce qui ne signifie pas agir au mépris de l'alliance que nous avons conclue avec les États-Unis au travers de l'OTAN.

Le 2 novembre 2004

Aujourd'hui est un bon jour pour déterminer quels enseignements les Américains tirent de l'aventure iraquienne.

Jamais depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les résultats des élections présidentielles aux États-Unis n'auront été tant attendus.

Indépendamment du résultat - probable mais non définitif - nous savons que la situation en Iraq est l'œuvre personnelle de certains membres de l'administration américaine.

Lincoln a déclaré un jour: «il ne faut pas changer de cheval au milieu de la rivière».

Quel que soit le vainqueur, il faut faire un effort pour améliorer nos relations transatlantiques et le plus tôt sera le mieux. L'Europe et les États-Unis ne peuvent se permettre le luxe d'un divorce.

Le monde a également changé

Dans le monde actuel, ce ne sont pas seulement les menaces qui ont une ampleur planétaire.

La révolution de la communication et de l'information a mis en contact les parties les plus éloignées du monde et éveillé une conscience politique dans les régions les plus distantes.

Cette révolution a également accru notre interdépendance. Aucun pays à lui seul n'est capable d'apporter une réponse aux défis actuels que sont le terrorisme, la gestion humaine des immigrations massives, le sous-développement, la protection de l'environnement, etc.

L'Iraq nous a montré que le système international est au cœur d'un changement irréversible, mais lequel?

Objectivement, et en réponse à quelques-unes des questions que j'ai formulées précédemment, le monde n'est pas meilleur aujourd'hui qu'avant la guerre iraquienne. Il est même plus dangereux.

Toutefois, il le serait plus encore si nous n'étions pas en train de chercher les bases pour réinventer l'Occident, une tâche que nous devons entreprendre de concert des deux côtés de l'Atlantique.

Qui plus est, nos relations sont marquées par un grand programme économique et environnemental. J'en veux pour preuve le milliard de dollars d'échanges quotidiens entre les deux rives de l'Atlantique. À présent que la Russie a donné son feu vert, l'impulsion de Kyoto est également importante.

L'interdépendance nous oblige à avancer ensemble et à dépasser les tensions suscitées par certains qualificatifs outrageants. Nous devons réfléchir sérieusement au fait que les deux principales démocraties du monde se sont dénigrées mutuellement.

Si nous voulons entamer un processus conjoint de réinvention, nous devons d'abord nous souvenir de la phrase de Churchill selon qui, même la plus grande nation a besoin d'alliés, même si ces derniers ont leur propre opinion.

Nous pouvons définir ensemble nos valeurs, nos intérêts et nos moyens d'action et les inscrire dans une vision géopolitique. En résumé, nous devrions nous poser les questions suivantes: Que devrions-nous éviter de faire les uns aux autres? Qu'avons-nous à apprendre les uns des autres? Que devrions-nous faire ensemble?

Nous devons en priorité mettre un terme à la distinction entre *«la vieille et la nouvelle Europe»*, le seul critère de modernité étant, dans ce cas, le degré d'amitié avec Washington.

Je pense que la nouvelle Europe est celle que nous formons tous, à savoir l'Europe des Vingt-cinq. La vieille Europe est dans les Balkans, en Ukraine et au Belarus.

Seule l'imagination est plus importante que la connaissance (Einstein)

Le monde est entré dans une ère de transformations géopolitiques qui n'est plus sous domination américaine, ni européenne, ni asiatique. Rappelons que les transformations du système international ont toujours été associées à la notion de danger.

Le changement est en marche, mais nous avons besoin d'une stratégie pour le gérer de manière pacifique et démocratique. Les points clés de cette stratégie sont les suivants:

- aux États-Unis, quelles que soient les querelles internes, il n'y a qu'un seul pouvoir, que ce soit la Maison Blanche ou le Congrès. En Europe, la guerre en Iraq a révélé le grand paradoxe de notre politique extérieure: au moment où nous nous dotons de mécanismes et de procédures toujours meilleurs pour agir «d'une seule voix», comme le prévoit la future Constitution, nous sommes victimes d'une fracture interne;
- parmi les priorités de l'agenda international doit figurer la notion d'ingérence légitime, pacifique et démocratique. Le meilleur cadre à cette fin est celui des Nations unies. Les

Européens peuvent présenter leur modèle de culture universelle et leur conception égalitaire des relations internationales.

Nous devons également refuser clairement la guerre préventive et l'idée d'imposer la «démocratie par les armes».

Sans une ONU efficace, il ne peut y avoir de solution en Iraq, en Corée du Nord, ni dans aucune autre région. La légitimité de l'ONU reste une réalité nécessaire.

Toutefois, au lieu d'utiliser les limites de l'Organisation comme prétexte pour l'action unilatérale ou comme moyen de bloquer ou d'exercer un veto à l'encontre des États-Unis, les Américains et les Européens - entre autres - devraient songer à la meilleure manière de réformer une institution confrontée à la division entre les trois notions fondamentales des organisations fondées sur des règles juridiques, à savoir la validité, la justice et l'efficacité.

Une injection (et non une leçon) de morale et d'éthique

Dans ce débat, nous devons également rester réalistes.

En 2004, les États-Unis consacreront 400 milliards de dollars à la défense, soit deux fois le budget des Vingt-cinq et cinq fois celui du Royaume-Uni et de la France réunis. Certes, une partie de ces dépenses sert également à assurer la défense de l'Europe et le maintien d'une politique non isolationniste.

Cependant, quel ministre du budget oserait aujourd'hui demander à son parlement une augmentation des dépenses militaires?

Il faut faire progresser le débat jusqu'à pouvoir répondre à la question: que nous rapporte l'argent que nous dépensons?

D'aucuns prétendent que les dépenses militaires suivent souvent les évolutions politiques et économiques, mais les choses changent. Certains de nos États membres (la France et le Royaume-Uni) ont considérablement augmenté leurs dépenses de défense (quelques-uns allant jusqu'à 20% d'augmentation). D'autres (l'Allemagne) ne cessent de professionnaliser leur armée. L'objectif n'est pas de défier les États-Unis, mais de gagner en autonomie.

Je suis conscient que ce domaine restera dans la sphère intergouvernementale pendant quelques années, mais pourquoi ne pas imaginer un avenir original dans lequel les institutions définiraient le cadre d'action et la légitimité, alors que les États membres détermineraient la volonté politique et les moyens économiques et militaires.

Les États-Unis peuvent mettre des années à surmonter le traumatisme du 11 septembre, mais nos États membres ne devraient pas tarder autant avant de s'engager plus avant au sein de l'Union européenne dans les domaines de la défense et de la planification stratégique.

Nous sommes les plus grands donateurs au monde en matière d'aide au développement et nous représentons 60% de l'ensemble de l'aide humanitaire. Nous en tirons une certaine légitimité pour affirmer notre propre influence. En République démocratique du Congo, l'Union européenne s'est illustrée par son rôle de maintien de la paix et, dans les Balkans, nous nous substituons depuis un certain temps aux États-Unis en tant qu'arbitre diplomatique.

Malgré les limites de la stratégie de Lisbonne, nous sommes une puissance commerciale et nous avons beaucoup à proposer en termes de droits de l'homme et de démocratie. Par conséquent, nous sommes une référence pour le reste de l'Europe (les pays qui n'ont pas encore adhéré à l'Union) et pour le monde. L'Europe vient à peine de se réunifier et songe déjà au prochain élargissement qui l'amènera à 500 millions de citoyens.

Nous voulons tous bénéficier de la même protection contre le terrorisme et la criminalité organisée. Nous voulons tous les avantages découlant de la stabilité, de la prospérité, de la solidarité, de la démocratie et de la liberté.

C'est pourquoi nous attirons les citoyens du monde entier. Aujourd'hui, l'Occident est PLUS et en même temps MOINS que ce qu'il était. D'un point de vue démographique, nous sommes moins nombreux. La moitié de l'humanité vient d'Asie et d'un monde qui n'est pas monothéiste. La seule religion monothéiste qui progresse est l'Islam.

L'immigration est le grand défi pour tout l'Occident. Aujourd'hui, les mots clés sont assimilation et métissage.

Les mouvements migratoires ont pris une ampleur démesurée et, pour beaucoup d'entre nous, les étrangers, les autres, sont suspects, car ils nous font perdre notre identité.

Cette prétendue perte d'identité sème le doute et l'incertitude parmi nombre d'entre nous, car ceux qui nous paraissent différents parce qu'ils sont étrangers viennent s'installer ici. Dans ses Lettres persanes, Montesquieu évoque cet aspect en répondant à la question «comment peut-on être Persan?».

La peur peut expliquer le retour aux identités primaires, ce qui est dangereux si l'identité est définie en termes ethno-culturels. Pareille attitude constituerait la pire menace pour le projet européen.

Lorsque nous évoquons l'immigration, la peur ne peut constituer une caractéristique essentielle du projet social et politique européen.

Il est très dangereux de créer une identité réactionnaire ou un fondamentalisme culturel. Pour lutter contre ces tentations, relisons Rimbaud («Je est un autre») ou Amin Maalouf («Les identités meurtrières») ou écoutons à nouveau le Métèque de Moustaki.

Le défi le plus important pour l'Europe est sa relation avec le monde islamique et cette relation passe par les poudrières de l'Irak, de l'Iran et de la Palestine.

L'Europe compte déjà 10 millions de musulmans et il est dans notre intérêt de leur montrer que nous ne traçons pas nos frontières en fonction du choc des civilisations que d'aucuns s'efforcent de provoquer.

Notre avenir planétaire

Faut-il étendre le champ d'action des Européens à tous les continents? La question mérite réflexion.

Dans certaines régions (Balkans et arc euro-méditerranéen), les Européens ont fait leurs preuves. Je ne puis oublier l'Afrique, même si les images positives de ce continent que nous renvoient les journaux télévisés et la presse écrite sont rares.

Hormis certaines démocraties, l'Afrique illustre tous les maux du système international: des États kleptocratiques aux pandémies telles que le SIDA en passant par les dictatures les plus ignobles.

L'Europe ne peut ignorer ce continent auquel elle est liée par l'histoire et par l'expérience. Elle ne peut rester indifférente face aux souffrances du continent africain sans avoir à en affronter les conséquences.

La coopération entre les deux côtés de l'Atlantique est indispensable dans un grand nombre de régions:

- en premier lieu, nous devons surmonter l'épreuve de l'Iraq. Les États-Unis n'ont pas besoin de l'Europe pour remporter la guerre contre Sadam Hussein, mais pour gagner la paix. Tant que durera le conflit en Iraq, le risque d'explosion de la péninsule arabique ne peut être exclu, risquant d'entraîner des régimes aujourd'hui pacifiques de pays tels que l'Égypte, la Tunisie et le Maroc;
- l'Irak soulève la question du Proche-Orient. L'Occident entretient des relations étroites avec cette région du monde. Le conflit israélo-palestinien continue d'empoisonner les relations entre les deux côtés de l'Atlantique, les États-Unis étant favorables à Israël et l'Europe défendant la légalité internationale, c'est-à-dire un État palestinien viable.

La feuille de route n'est toujours pas respectée. Dans cette région, aucune solution ne pourra être dégagée à long terme tant que l'Europe et les États-Unis ne la rechercheront pas de concert. L'escalade de la violence dans cette région est à la fois un défi et une opportunité pour les relations transatlantiques. Il faudra une grande dose d'imagination et de volonté politique afin de trouver une solution pour ces deux États qui semblent s'autodétruire;

- Afghanistan: nul n'a conquis ce pays depuis Alexandre le Grand et celui qui veut s'y installer sait qu'il devra y rester des décennies. L'Eurocorps y a accompli un travail louable, tout comme les efforts de reconstruction menés par les États-Unis et l'Europe. Toutefois, pour citer Joschka Fischer, peut-on vraiment défendre l'Europe à Kaboul et dans le Hindu Kush?
- l'Asie est un continent lointain, mais inquiétant, où la course à l'armement n'a pas de fin. La Chine s'affirme de plus en plus sur la scène internationale. L'Inde et le Pakistan, deux ennemis historiques, sont des alliés des États-Unis. La Corée du Nord se dote d'armes nucléaires...
- l'Amérique latine: le Brésil, l'Argentine et le Mexique prendront peut-être un jour leur destinée et leur propre continent en main;

- n'oublions pas que l'Union européenne doit encore «stabiliser» la «zone grise» située entre ses frontières et la Russie, à savoir la Moldova, le Belarus et l'Ukraine. Cette dernière suscite plus d'intérêt ici, en Pologne, que la Turquie. N'oublions pas que l'Ukraine compte 50 millions d'habitants. Il serait intéressant de nous demander et de leur demander s'ils souhaitent être sous l'influence de la Russie ou de l'Union européenne.

Monsieur le recteur,

Le pire des scénarios envisageables serait des États-Unis impérialistes et une Europe «post-moderne» dénuée d'engagements internationaux, telle un «Monaco» ou une «Suisse» égoïste et prospère, provinciale et sans intérêt.

Le rôle d'une Europe unie aujourd'hui est d'aider les États-Unis à faire face à ses propres démons internes et d'éviter qu'une république nord-américaine forte et confiante se transforme en un empire arrogant et introverti.

Pour prévenir un tel scénario, nous devons définir de concert des objectifs communs. Nombreux sont les pays qui soutiennent un effort de réorientation du monde sous un angle multilatéral.

Cela signifie une dynamique et une volonté politique des deux côtés de l'Atlantique. Nous, Européens, devons faire plus et mieux, surtout en matière de sécurité. Ainsi et ainsi seulement, les États-Unis nous prendront au sérieux. Les États-Unis doivent en faire moins et découvrir les vertus de la patience, de la tolérance, de la modestie et de la prudence.

C'est donc en alliés et amis, comme l'exige l'OTAN, que nous pourrons avancer côte à côte dans un XXI^e siècle qui s'annonce un peu plus complexe que ce que nous ont annoncé les oracles de «la fin de l'histoire».

La tâche sera difficile pour les deux parties, mais nous œuvrerons en ce sens.

Je vous remercie.